

Question d'Europe

n°464

5 Mars 2018

Une analyse de la relation franco-allemande dans le contexte politique né des dernières élections

Cyrille SCHOTT

UN RAPPORT INTENSE ET COMPLIQUÉ

Au lendemain de l'élection d'Emmanuel Macron, les hebdomadaires allemands, die Zeit et der Spiegel, publient sa photo en première page. Le choix de celui qui va diriger la France est ressenti comme un événement majeur en Allemagne, signe de l'intensité des liens entre nos deux pays[1]. Il faut toutefois s'arrêter sur les légendes accompagnant ces photos et la mise en scène de celles-ci. Die Zeit représente Macron les yeux clos et la tête surmontée d'une auréole, avec en gros titre « Der Heiland », « le Sauveur », et le texte suivant : « Emmanuel Macron est considéré désormais comme le sauveur de l'Europe. Cependant, en France, il est haï par beaucoup de gens, et pas seulement à droite. Qu'avons-nous à attendre de lui ?[2] » Der Spiegel entoure son portrait en buste d'un halo bleu-blanc-rouge, avec le titre suivant « Teurer Freund », « Cher ami » au sens de « coûteux ami », ainsi que le précise le texte d'accompagnement : « Emmanuel Macron sauve l'Europe...et l'Allemagne doit payer[3] », le tout en tricolore. L'on perçoit dans ces mises en page de l'admiration, du soulagement s'agissant de l'Europe, de l'ironie et de l'inquiétude : Macron veut faire payer l'Allemagne.

Le 22 janvier 2018, le Bundestag et l'Assemblée nationale sont réunis à Berlin et à Paris pour commémorer le 55e anniversaire du traité de l'Élysée et adopter une résolution en vue de son approfondissement. Le président de l'Assemblée nationale, François de Rugy, s'exprime en allemand devant le Bundestag, réuni en session extraordinaire, et déclare : « La France et l'Allemagne ne forment plus simplement un couple : nos deux pays forment une famille. » La salle est pleine; la chancelière Angela Merkel est présente. Le même jour, Wolfgang Schäuble, président du Bundestag, tient en français, devant l'Assemblée nationale, un discours dans lequel il exalte notre amitié comme un « don

hérité de l'histoire. » L'hémicycle est aux trois-quarts vide. Seuls deux membres du gouvernement se sont déplacés, dont la ministre des Affaires européennes arrivée en retard. Légèreté française ?

Le rapport entre la France et l'Allemagne, s'il est étroit, n'en demeure pas moins compliqué.

DE VRAIES DIFFÉRENCES...

Il est vrai que leurs différences sont réelles et de nature à contrarier leur relation. L'an dernier, j'ai entendu un conférencier[4] plutôt dubitatif quant à la perspective de celle-ci. Sans partager cette vision, je me dois d'évoquer un certain nombre d'arguments allant dans ce sens.

La France, fière de son siège au conseil de sécurité de l'ONU, de son armée capable d'expéditions, de sa force nucléaire, du rayonnement dû à sa langue et à son histoire de nation des Lumières, de la Révolution et des droits de l'Homme, garde le regard tourné vers le vaste monde, avec des zones d'influence privilégiées dans le Sud, spécialement en Afrique.

L'Allemagne, fière de la puissance de son économie et de la qualité de ses produits, est réticente devant les interventions militaires, a le regard tourné vers son continent et spécialement l'Europe centrale et orientale, où ses intérêts sont grands, et agit comme l'une des premières puissances exportatrices mondiales. Les Allemands s'irritent volontiers des prétentions et du comportement de celle souvent nommée ironiquement « la Grande Nation », allant pour certains jusqu'à voir dans « l'activité presque fébrile » du président Macron en politique étrangère « un effort pour redorer l'éclat terni de la Grande Nation[5]. » Le prestige de leur pays tient dans la deutsche Qualität, la qualité allemande, dont ils estiment la France éloignée. Dans une dépêche

1. Conférence prononcée lors de l'Assemblée générale de l'Association française des décorés du Mérite allemand (AFDMA), Paris, 20 février 2018.

2. „Emmanuel Macron gilt nun als Retter Europa. Doch in Frankreich ist er von vielen Menschen verhasst, nicht nur unter den Rechten. Was haben wir von ihm zu erwarten?“

3. „Emmanuel Macron rettet Europa...und Deutschland soll zahlen“

4. Petit-déjeuner débat EuroDéfense avec Hakim El Karoui, 16 mai 2017, La relation franco-allemande, quelle perspective ?

5. Berliner Morgenpost, 15/01/2018, « Macron plant den Durchmarsch »: „Und außenpolitisch? Auch oder gerade dort legt der Franzose eine beinahe fieberhafte Aktivität an den Tag, in dem Bemühen, den verblassten Glanz der Grande Nation neu aufzupolieren.“ "Et en politique étrangère ? Même ou juste là, le Français déploie une activité presque fébrile dans un effort pour rendre son brillant à l'éclat terni de la Grande Nation. »

relative au voyage de janvier 2018 de Macron en Chine, commentant l'intervention de celui-ci devant un aéropage d'hommes d'affaires, où il a déclaré l'accès à leur marché insatisfaisant, la Deutsche Presse Agentur (DPA) met en exergue la réaction des Chinois, selon laquelle la France devrait d'abord produire de meilleurs produits si elle voulait exporter plus, et cite un membre de l'académie chinoise pour le commerce et la coopération économique : « Les produits français ne peuvent concurrencer ceux de l'Allemagne et des Etats-Unis ». L'agence relève enfin qu'Angela Merkel était mieux traitée par les Chinois que le Président français, quoique celui-ci se fût présenté comme la «voix de l'Europe[6].» Ce compte-rendu, éloigné de ceux faits en France, témoigne, outre l'agacement, d'une certaine condescendance germanique, appuyée sur la conscience de sa force industrielle et commerciale, face au nouvel activisme français. Dans les relations commerciales entre les deux pays et dans leur place dans les échanges mondiaux, le déséquilibre, au détriment de la France, est aussi ancien que le débat qui périodiquement l'accompagne. Il en va de même pour la situation de l'emploi.

Du côté français, l'on n'est pas en reste dans l'agacement, spécialement à l'égard d'une politique économique allemande, jugée à courte vue et tirant les bénéfices du marché unique et de la zone euro sans songer à un retour suffisant vers la communauté des pays européens, ou dans l'irritation de devoir s'engager seul dans le nécessaire combat, celui des armes, contre l'extrémisme djihadiste dans le Sahel.

Le terrain institutionnel offre une image claire de nos décalages. En Allemagne, le système est fédéral, avec 16 Länder qui ne sont pas de simples régions mais des Etats fédérés, n'hésitant pas, comme la Bavière et bien d'autres, à faire valoir au plan national, en s'appuyant notamment sur le Bundesrat, leur propre vision; le régime est parlementaire, avec des partis qui discutent durement, comme on le voit actuellement, d'un contrat de gouvernement, qui devra être respecté, et un Bundestag, qui contrôle de manière sourcilieuse le gouvernement et ses engagements, particulièrement militaires, à l'étranger ; la décentralisation est ancrée dans l'organisation du pays et, au lieu d'une capitale

hégémonique, les pôles urbains maillent le territoire. En France, la République est unitaire et, quoique décentralisée, l'Etat reste fortement présent dans l'administration du territoire ; la gouvernance du pays est dominée, sauf en période de cohabitation, par le Président de la République, qui dispose d'un vaste pouvoir, notamment pour engager rapidement le pays dans des actions militaires extérieures. Dans la gestion des comptes publics, à la rigueur germanique s'oppose une certaine souplesse française. Dans la gouvernance des entreprises, à la Mitbestimmung, où les représentants du personnel participent obligatoirement à la direction des sociétés de plus de 500 salariés, fait face un système français qui peine, malgré des progrès, à sortir de l'affrontement entre un patronat rechignant à tout partage du pouvoir et des syndicats n'ayant pas tous pris le chemin du réformisme.

Dans la société et son fonctionnement, les contrastes sont pareillement perceptibles. L'Allemagne a un faible pour la culture du consensus, même s'il n'est pas toujours aisé à atteindre, la France s'inscrit plutôt dans la culture du débat permanent et de l'affrontement, qui fait l'objet d'un jugement ambigu par les Allemands: critique de l'inclination à la grève et du manque de discipline, jointe à l'admiration devant la capacité du peuple français à ne pas s'incliner devant l'autorité et à défendre les libertés. Les stéréotypes s'expriment dans la culture populaire. L'Allemand dit volontiers : „Die Franzosen arbeiten um zu leben, wir leben um zu arbeiten“, « Les Français travaillent pour vivre, nous vivons pour travailler », il critique la frivolité française, mais ajoute aussitôt, envieux et un peu admiratif : „ Leben wie Gott in Frankreich“, « Vivre comme Dieu en France ! » et il se montre sensible à l'élégance française. Le Français sourit de la « lourdeur germanique », tout en louant « le sérieux et la rigueur germaniques. » Quand le Français aime la grandeur, l'Allemand privilégie la prudence, quand le Français se veut créateur, l'Allemand veille à bien entretenir ce qu'il a bâti.

Ajoutons à ces éléments la différence des tendances démographiques au bénéfice de la France, ce qui se traduit dans l'exercice des responsabilités. Lors de mes contacts professionnels outre-Rhin, j'ai souvent

6. DNA du 11/01/2018, « Peking „Pferd schlägt Drache?“ China lässt Macron auflaufen. » « Pékin „Cheval bat Dragon" ? La Chine laisse venir Macron », au sens où elle le mène en bateau.

observé que les dirigeants étaient plus âgés que chez nous.

...MAIS UN MAGNIFIQUE CHEMIN PARCOURU ENSEMBLE POUR L'EUROPE...

Ce schéma, tracé à gros traits simplifiés, illustre, sans évoquer leur terrible passé conflictuel, les divergences entre nos deux nations. Et pourtant, que de chemin parcouru, quel magnifique chemin parcouru ensemble, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale !

Sans nous attarder sur le sujet, évoquons quelques moments et images marquantes de ce chemin : Konrad Adenauer et Charles de Gaulle assistant ensemble dans la cathédrale de Reims à la messe pour la paix le 8 juillet 1962, puis signant le 22 janvier 1963 le Traité de l'Élysée, dont est notamment issu l'Office franco-allemand pour la jeunesse ; Helmut Schmidt et Valéry Giscard d'Estaing devenant des symboles vivants de l'amitié franco-allemande ; Helmut Kohl et François Mitterrand se donnant la main à Douaumont le 22 septembre 1984.

L'on peut soutenir que le « couple franco-allemand » a joué un rôle décisif dans la construction européenne et a largement façonné l'Europe telle que nous la connaissons. Dans les pères fondateurs, Robert Schuman, Jean Monnet, Konrad Adenauer tiennent une place majeure. Mitterrand et Kohl peuvent être considérés comme des acteurs clés de la création du marché unique, avec Jacques Delors à la tête de la Commission européenne, puis de la naissance de l'Euro, qui était une façon de garantir l'ancrage de l'Allemagne réunifiée dans l'Europe. Quand les deux hommes se rencontraient, ils étaient en mesure de lancer par leur dialogue et leur accord des initiatives que suivaient les autres États membres de l'Union.

...QUI EST DEvenu PLUS ÉTROIT...

Puis, les circonstances changent. L'Allemagne se réunifie et de puissance économique mais nain politique, selon une expression entendue du temps de la division, devient une puissance européenne majeure tout court. Celles et ceux qui accèdent à la tête de nos nations et plus généralement des pays européens

n'ont pas connu la guerre. La capitale allemande se déplace de la ville rhénane qu'est Bonn vers Berlin, une ville du Nord. La réconciliation avec les pays d'Europe centrale, comme la Pologne, apparaît à nombre d'élus allemands; aussi importante que celle réussie avec la France, les intérêts économiques n'étant pas absents de cette orientation. J'ai pu m'en rendre compte lors d'une visite au Bundestag allemand à la tête d'une délégation de préfets dans les années 1990. Le Royaume Uni, dont la pensée néo-libérale n'a cessé d'influencer l'Union, apparaît un allié possible à l'Allemagne dans maints débats européens. Bref, France et Allemagne doucement s'éloignent de leur relation si étroite.

Puis surviennent les crises, les polycrises, comme l'on dit parfois à Bruxelles : crise financière de 2008, crise grecque, crise des migrants, Brexit. Fréquemment, les attitudes française et allemande dans ces crises ne sont pas d'instinct similaires, même si elles se rapprochent dans la nécessité d'éviter la catastrophe : disposition française à soutenir les banques dès le déclenchement de la crise financière, prudence allemande initiale; inclination française à aider la Grèce dès le début, réticence allemande au commencement ; ouverture de l'Allemagne à l'accueil des migrants en un premier temps, réserve française quant à un accueil trop généreux. La gestion des crises, si elle permet la prise de mesures pour consolider le système bancaire et l'euro, n'autorise cependant pas le déploiement d'une ambition nouvelle dans la construction européenne, celle-ci étant bousculée par les populismes, qui influencent les peuples dans le sens d'un repli identitaire et du rejet de toute nouvelle intégration.

...AVANT LA NOUVELLE DONNE...

La donne change encore, d'une part avec le Brexit, qui oblige les 27, et particulièrement la France et l'Allemagne, à resserrer les rangs pour définir une attitude commune face au Royaume-Uni, d'autre part avec le nouvel interventionnisme russe, le terrorisme islamiste, l'« America first » de Donald Trump, qui conduisent à avancer dans la direction d'une « Europe qui protège », enfin, avec les élections de 2017, qui voient en France et aux Pays-Bas les populismes échouer dans leur tentative de parvenir au pouvoir.

L'élection présidentielle française donne en mai 2017 au pays un président jeune, qui d'emblée, dans sa campagne électorale, s'est positionné en fervent partisan de l'Europe et de l'amitié franco-allemande. En revanche, les élections au Bundestag de septembre 2017 ouvrent une période d'incertitude politique en Allemagne, avec un recul sensible des deux partis jusque-là dominants, la CDU/CSU et le SPD, l'entrée au Parlement, en troisième position, du parti populiste et anti européen Alternative für Deutschland (AfD), et le retour du parti libéral, le FDP. La tentative de constituer une coalition Jamaïka entre CDU/CSU, FDP et Verts échoue en novembre, de sorte que s'ouvrent des discussions pour une nouvelle Grande coalition (GroKo) CDU/CSU-SPD, qui aboutissent en février à un contrat de coalition. Selon les résultats proclamés le 4 mars, les membres du SPD se sont prononcés à 66 % pour la Grande coalition[7].

...QUI AUTORISE L'ESPOIR DE NOUVELLES AVANCÉES, SANS ÉLIMINER L'INCERTITUDE

Le discours sur l'Europe du président Macron, prononcé à la Sorbonne, en septembre 2017, a un retentissement considérable en Allemagne. Quoiqu'elles représentent moins d'une page sur les 19 du discours et ne figurent qu'en dernière position des six « clés » d'une « Europe souveraine, unie, démocratique », ses propositions sur l'Euro, qu'il a eu la prudence de ne pas détailler, retiennent particulièrement l'attention. La réaction en Allemagne est, à la fois, celle d'une nécessaire prise en considération de l'initiative française pour relancer l'Europe et d'une réserve quant à ses propositions, spécialement celles visant la création d'un budget et d'un ministre des Finances propres à la zone euro. De même, face à l'idée française de permettre aux pays qui veulent progresser plus vite, à « l'avant-garde », d'avancer, les autres les rejoignant quand ils le souhaitent, l'Allemagne met l'accent, comme la Commission européenne, sur la progression commune de tous les Etats membres de l'Union.

La longueur des négociations pour constituer le nouveau gouvernement n'a pas permis la clarification de la position allemande. L'échec de la tentative d'une coalition Jamaïka autorise toutefois l'espoir. Les

orientations du FDP sont désormais eurosceptiques, avec la volonté forte d'éviter que « l'Allemagne ne paye » et celle de demander aux pays ayant des difficultés, sous-entendu ceux du Sud, de mettre d'abord de l'ordre dans leurs finances. C'est la position de l'Europe du Nord. La participation au gouvernement fédéral du FDP aurait été de mauvais augure pour l'initiative du président Macron.

La possibilité d'une nouvelle grande coalition entre la CDU/CSU et le SPD ouvre des perspectives sensiblement plus favorables. Le Koalitionsvertrag, le contrat de coalition, de 177 pages, du 7 février 2018, porte comme premier titre « Ein neuer Aufbruch für Europa » « Un nouveau départ pour l'Europe », et consacre son premier chapitre à ce sujet (qui ne figurait qu'en 6e position, sur 8 chapitres, dans le contrat de 2013), en faisant expressément référence au partenariat avec la France pour renforcer la zone euro. Il approuve la création de moyens financiers spécifiques à cette zone en vue de la stabilisation économique, la convergence sociale et le soutien aux réformes de structures, avec la perspective d'un futur budget d'investissement ; il prévoit de transformer le mécanisme européen de stabilité (M.E.S) en un fonds monétaire européen.

Renvoyant à l'accent mis par E. Macron sur « l'impulsion franco-allemande décisive et concrète », un paragraphe spécifique est consacré au renforcement et au renouvellement de la coopération franco-allemande, avec la signature d'un nouveau traité de l'Élysée. L'observateur attentif relève que dans le paragraphe suivant est soulignée la signification particulière du partenariat germano-polonais.

Des perspectives positives sont donc ouvertes à notre coopération dans ce domaine sensible de la monnaie et des finances européennes. Pour autant, l'Allemagne, comme le dit le contrat de coalition, reste expressément attachée au Pacte de stabilité et de croissance, qui oblige les Etats de la zone euro aux efforts de rigueur budgétaire et, s'agissant de ses propres finances, rappelle sa volonté d'un budget équilibré, sans nouvelle dette, et d'une réduction de sa dette en deçà de 60% de son PIB. Si le fait que le poste de ministre des Finances doive échoir à un membre

7. <https://www.spd.de/aktuelles/detail/news/mitgliedervotum-wir-haben-gemeinsam-entschieden/04/03/2018/>

du SPD laisse à penser que l'Allemagne évoluera par rapport au « Diktat de l'austérité » en Europe, selon une expression de Martin Schulz, l'ordre budgétaire restera sa ligne directrice.

Un autre sujet devenu central au plan européen, celui de la sécurité et de la défense, mérite l'attention.

E. Macron a présenté la sécurité comme la première « clé » dans son discours de la Sorbonne. Il veut renforcer la coopération pour lutter contre le terrorisme et développer la cybersécurité. Pour la défense, il fixe l'objectif d'une capacité d'action autonome de l'Europe, en complément de l'OTAN. Son souhait est qu'au début de la prochaine décennie, l'Europe soit dotée d'une Force commune d'intervention, d'un budget de défense commun et d'une doctrine commune pour agir. Il encourage la mise en place au plus vite de la coopération structurée permanente (CSP) et du Fonds européen de défense, décidés en 2017, et leur complément par une initiative européenne d'intervention permettant de mieux intégrer les forces armées à toutes les étapes. Si la coopération, dans le cadre européen, pour lutter contre le terrorisme et les cybermenaces s'est déjà considérablement renforcée et poursuivra son développement, celle en matière de défense représente une question plus délicate.

Le partenaire traditionnel de la France, capable comme elle d'intervenir rapidement sur les théâtres du monde, est le Royaume-Uni, la relation avec l'Allemagne, malgré des initiatives comme la création de la brigade franco-allemande, ne se traduisant pas dans le champ opérationnel. Entre les cultures stratégiques des deux pays existe un fossé. Si la République fédérale a conscience de devoir faire davantage face aux menaces et au regard de ses responsabilités, elle a développé, tant au sein de sa classe politique que de sa population, une « culture de retenue »[8]. Le contrôle parlementaire attentif du déploiement des troupes hors des frontières s'inscrit dans cet esprit. Une évolution a certes eu lieu, à travers l'intervention de l'Allemagne en Afghanistan et dans la lutte contre Daech au Moyen Orient. Toutefois, si des troupes allemandes sont déployées de façon significative au Mali, elles ne participent pas, contrairement aux Français, à la lutte armée contre les djihadistes.

La coopération structurée permanente (C.S.P.), décidée par 25 des Etats membres, comme le fonds européen de défense lancé par la commission, constituent une avancée de l'Europe de la défense, mais ne répondent pas à l'objectif français de créer un noyau dur européen, formé de quelques Etats, capable de déploiements opérationnels combattants. C'est la vision allemande qui l'a emporté dans l'élaboration de la C.S.P., qui réunit presque l'ensemble des Etats membres de l'Union, celle d'un développement conjoint des capacités militaires, mais sans visée opérationnelle.

Dans l'accord de coalition, une pétition de principe est posée : « Nous voulons rester transatlantiques et devenir plus européens[9] ». L'Allemagne veut renforcer la coopération dans le cadre de la C.S.P. et utiliser le nouvel instrument qu'est le fonds européen de défense. Elle se prononce en faveur d'un Etat-major européen pour la conduite d'opérations civiles et militaires, un projet que le Royaume-Uni avait constamment bloqué. La coopération avec la France est explicitement citée, mais également celle avec les Pays-Bas et la Norvège. L'OTAN reste, en définitive, fondamentale dans sa politique de défense.

En résumé, tant pour la monnaie unique que pour la défense, la volonté de coopérer étroitement avec la France est proclamée, mais sans rejoindre nombre des propositions précises faites par celle-ci et en restant fidèle aux fondamentaux de la politique allemande. Il ne faut certes pas limiter à ces champs les perspectives de la relation franco-allemande. Dans d'autres domaines, comme, par exemple, celui des travailleurs détachés ou la coordination des politiques du marché du travail, des rapprochements sont perceptibles.

Si la grande coalition voit le jour, l'espoir est donc permis d'un approfondissement de la relation franco-allemande, dans la direction d'un espace économique franco-allemand, avec des règles mieux harmonisées, et d'une relance européenne commune. Cela sans que les particularités nationales ne se dissolvent dans ce progrès.

Quoiqu'il en soit, il est souhaitable que la séquence d'incertitude politique allemande prenne fin dès que possible, y compris au regard de la qualité de nos

8. L'expression et l'analyse sont reprises de l'article « Europe et défense : indispensable et fragile couple franco-allemand » de Thierry Tardy, analyste senior au sein de l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne, publié dans la lettre de la Fondation Schuman du 11 décembre 2017.

9. „Wir wollen transatlantisch bleiben und europäischer werden“, p. 144 du Koalitionsvertrag.

relations, car si l'action du Président Macron fascine, elle provoque aussi de l'agacement. Dans une dépêche de la mi-février, la DPA croit utile de citer Dan Coats, directeur du renseignement national américain, qui a déclaré lors d'une audition au Congrès: « Il semblerait que le centre de gravité européen se déplace vers la France. » Ce genre d'information, ainsi mise en exergue, n'est guère de nature à séduire nos partenaires allemands. Cela écrit, pour envisager l'avenir de notre relation, il faut également considérer le renouvellement de la classe politique. A cet égard, si le rôle de Christian Lindner (38 ans) à la tête du FDP peut susciter des interrogations, la désignation, qui vient d'être faite, comme secrétaire générale de la CDU de Annegret Kramp-Karrenbauer, une Sarroise très engagée dans la coopération franco-allemande, ne peut qu'être ressentie favorablement.

Pour clore cette partie, je veux signaler une autre vision possible de la relation franco-allemande, celle prenant en compte le sens de l'Histoire. Si ce sens va vers un monde où les relations internationales seront dominées par des puissances de dimension continentale, comme les Etats-Unis, la Chine, la Russie, l'Inde, le Brésil, et dans lequel l'Europe tiendra sa place, alors la construction européenne apparaît comme irréversible et la coopération franco-allemande comme incontournable, par-delà les soubresauts du couple et les épisodes électoraux. Toutefois, peut-on affirmer que tel est le sens de l'Histoire ? Même si des signes en existent, celui-ci est difficile à reconnaître par ses acteurs.

POUR UN NOUVEAU SERMENT DE STRASBOURG

Le symbole a son importance dans l'histoire. Comme l'a dit Emmanuel Macron dans son discours de la Sorbonne : « L'Europe aussi est une idée...L'Europe ne vivra que par l'idée... » L'amitié franco-allemande, à la base de cette Europe, nécessite elle-même, pour vivre, d'être une idée, d'être marquée par le symbole. Souvenons-nous des moments forts sur son chemin. Rappelons-nous aussi que la France et l'Allemagne sont « issues d'une même construction territoriale, l'empire carolingien[10] » et que France et Allemagne ne se

sont constituées en entités politiques séparées que lors d'un long processus, amorcé au milieu du IXème siècle et poursuivi jusque vers les années 1050. A ceux qui veulent en savoir plus, je recommande la lecture du livre de Carlrichard Brühl, « Naissance de deux peuples - Français et Allemands (IXème-XIème siècles) », cet historien allemand appartenant au monde universitaire de nos deux pays. D'une façon simple mais évocatrice, songeons que notre commun Charlemagne, Karl der Grosse, repose à Aix-la Chapelle, que le traité de Verdun, en 843, donna naissance à la Francie orientale, future Allemagne, et à la Francie occidentale, future France, cela dans le cadre de l'empire carolingien, qui garda un empereur en titre, Lothaire, attribuaire de la partie médiane, enfin que la France porte le nom d'une peuplade germanique, celle des Francs.

Ce détour historique me permet d'en venir au serment de Strasbourg, premier document bilingue, en roman et en tudesque, par lequel en 842, Charles le Chauve et Louis le Germanique s'allièrent contre leur frère aîné Lothaire, alliance qui déboucha sur le traité de Verdun. Pourquoi ne pas signer, pour renouveler le traité de l'Elysée, un nouveau serment de Strasbourg, cette fois-ci non pour diviser, mais pour unir, pour sanctifier l'amitié de nos deux nations ? Le symbole ne manquerait pas de force. C'est autour de Strasbourg et de l'Alsace que nos nations se sont affrontées, que l'Europe s'est déchirée et c'est là qu'elle s'est retrouvée. Si Bruxelles est la ville des techniciens, certes indispensables, de l'Europe, Strasbourg est la ville où bat l'âme de l'Europe et nous ne devons pas abandonner le champ symbolique qu'elle incarne.

Dans ce nouveau serment de Strasbourg, nos nations pourraient offrir à l'Union une terre située des deux côtés du Rhin, sur laquelle serait bâti, par les plus fameux architectes et artistes du continent, un palais de l'Europe, ouvert à des cérémonies comme la prise de fonctions des nouveaux dirigeants de l'Union ou la réception des ambassadeurs, avec l'émergence d'un cérémonial proprement européen. Ce palais accueillerait le musée de la construction européenne, ainsi que de la civilisation de notre continent, dans sa diversité et son unité.

10. Carlrichard Brühl, *Naissance de deux peuples - Français et Allemands (IXème-XIème siècle)*, Paris, Fayard, février 1995

J'ai présenté cette proposition à chacun de nos présidents de la République depuis François Mitterrand, recevant parfois une réponse chaleureuse, mais sans suite concrète. Je l'ai soumise aussi à notre actuel Président, qui a eu la gentillesse de me dire à la réception du corps préfectoral du 4 décembre dernier : « J'ai une note de vous sur mon bureau... ». Attendons...

Cyrille Schott

Préfet (h.) de région, ancien directeur de l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ), membre du bureau d'EuroDéfense France.

7

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.